

La France passe à l'action armée au Mali

@rib News, 11/01/2013 â€“ Source Reuters

François Hollande a placé vendredi la France en première ligne au Mali en donnant le coup d'envoi d'une opération armée en réponse à une offensive "terroriste" dans ce pays d'Afrique dont "l'existence même" est selon lui menacée. Dans une déclaration à l'Élysée, le président français, chef des armées, a annoncé qu'une opération militaire avait débuté dans l'après-midi avec le concours des forces françaises.

"J'ai (...), au nom de la France, répondu à la demande d'aide du président du Mali, appuyé par les pays africains de l'Ouest", a-t-il dit. "Il y va de l'existence même de cet Etat ami, le Mali, de la sécurité de sa population et de celle également de nos ressortissants. Ils sont 6.000 là-bas". "En conséquence, les forces armées françaises ont apporté ce après-midi leur soutien aux unités maliennes pour lutter contre ces éléments terroristes", a-t-il poursuivi, précisant que l'opération durerait "le temps nécessaire".

Le gouvernement malien a affirmé de son côté que la France, le Nigeria et le Sénégal, notamment, fournissent sur le terrain une aide face aux rebelles islamistes. Un porte-parole des forces armées nigériennes a précisé que son pays avait déployé des avions au Mali. A la question de savoir si des éléments nigériens et sénégalais participaient à l'opération, le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a cependant répondu par la négative. Lors d'une conférence de presse, il a déclaré que seule l'armée française intervenait pour l'heure aux côtés des unités maliennes sans préciser l'étendue des moyens militaires engagés. "Les moyens nécessaires ont été prévus", a-t-il dit, précisant toutefois que l'aviation française était intervenue. Concernant les objectifs de l'opération, le ministre a déclaré qu'il s'agissait "essentiellement de bloquer la progression vers le sud des terroristes criminels et cela prendra le temps qu'il faut".

La décision d'intervenir, qui a obtenu le soutien quasi unanime de la classe politique française, a été prise dans la matinée, en accord avec le président malien par intérim, Dioncounda Traoré, a eu François Hollande au téléphone, a précisé l'Élysée. Le président a souligné que la France intervenait "dans le cadre de la coopération internationale" et annoncé que le Parlement français serait saisi lundi de ce dossier. LE PÈRE D'UN OTAGE "HYPER ANGOISSÉ" François Hollande a justifié cette intervention par la lutte contre le terrorisme et la défense d'un pays "ami", sans faire référence aux huit otages français détenus par des activistes dans la région et qui risquent de pâtir de cette intervention. "Les terroristes doivent savoir que la France sera toujours là lorsqu'il s'agit non pas de ses intérêts fondamentaux mais des droits d'une population, celle du Mali, qui veut vivre libre et dans la démocratie", a-t-il conclu. Le père d'un otage, Jean-Pierre Verdon, s'est déclaré sur BFM-TV "hyper angoissé". "On ne sait pas comment les preneurs d'otage vont réagir devant la situation actuelle", a-t-il dit. Interrogé à ce sujet, Laurent Fabius a déclaré : "Nous faisons et nous ferons tout pour sauver nos otages. Mais il faut avoir l'esprit aussi que ce sont les mêmes groupes (...) qui sont à la fois les preneurs d'otages et qui sont les groupes terroristes qui descendent vers le Sud".

Vendredi matin, lors de ses vœux au corps diplomatique, le président de la République avait annoncé avoir répondu favorablement à la demande malienne visant à repousser les insurgés islamistes qui occupent le nord de son ancienne colonie et sont désormais en mesure d'atteindre la capitale, Bamako. DEMANDE MALIENNE La France "sera prête à arrêter l'avancée des terroristes si elle devait se poursuivre", avait-il dit, en précisant que cela se ferait dans le cadre des solutions existantes de l'Onu. Le Mali a demandé l'aide militaire de Paris pour repousser les insurgés qui ont mis en route jeudi les forces gouvernementales dans la ville stratégique de Konna. Cette ville représentait le dernier rempart entre les insurgés et Mopti, la principale ville de la région qui est située à une cinquantaine de kilomètres de là et qui constitue la porte du Nord d'Afrique. La France se met en première ligne dans un conflit susceptible de déstabiliser tout le Sahel et peut compter sur ses soldats présents dans des bases de la région, notamment au Sénégal et au Gabon. Sans dévoiler la stratégie en cours, un diplomate reconnaissait que les services français avaient été à l'œuvre ces derniers jours pour "évaluer la situation sur le terrain".

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a fait savoir qu'il multipliait les entretiens sur le dossier malien avec ses homologues européens et américain, Leon Panetta. Il devait rencontrer François Hollande mercredi prochain à Paris, un rendez-vous pris il y a plusieurs semaines, avant les derniers événements.